

## **Éducation et société : Le Brésil à l'aube d'une « deuxième abolition »**

### **Introduction.**

La réforme de l'Université ne peut pas se comprendre sans avoir réfléchi préalablement au devenir de l'éducation. Cette énorme « machine » (l'éducation) « ne produit pas que de la connaissance et de l'élucidation, elle produit de l'ignorance et de l'aveuglement » (E. Morin, 1999). Au-delà de cet exemple, l'Observatoire de la Réforme des Universités dans lequel s'inscrivent les démarches de réformes au Brésil, tient à respecter les spécificités culturelles.

Le Brésil est la croisée des chemins de son histoire : proclamer définitivement « la République » dans laquelle tout citoyen aurait la même dignité. Car aujourd'hui « le Brésil est encore divisé entre Nobles et Plébéiens. Ainsi, le titre de « docteur » n'est pas un titre académique mais de Noblesse. Si un analphabète devient riche on l'appellera docteur. Or une république n'existe que quand tous les citoyens auront les mêmes droits et la même dignité »<sup>1</sup>.

Les propos qui vont suivre ont été élaborés à partir d'entretiens avec le Ministère de l'Éducation, des représentants du secrétariat à l'enseignement supérieur du Brésil. Cette réflexion n'engage que son auteur, elle est aussi le fruit d'échanges autres qu'institutionnels.

### **L'éducation : un besoin social**

Il existe entre éducation et société un rapport dialogique ; l'éducation est à la fois un besoin de la société et une condition *sine qua non* de changement social avec toutes ses contradictions. C'est dans ce rapport dialogique société ← → éducation qu'il faut aller chercher l'explication d'un projet de l'enseignement supérieur au Brésil. Une telle explication ne saurait évacuer la notion de valeur fortement imprégnée au niveau des objectifs, contenus et dimensions, si ce n'est en termes, plus explicites encore, de visées et de finalités.

Longtemps l'éducation a été envisagée du point de vue du développement socio-économique. De toute évidence cette vision garantie par les « lois de l'histoire » est révolue. Les diverses sociétés dites « en voie de développement » continuent depuis plus de quarante ans à suivre la même

---

<sup>1</sup> Entretien du Ministre Buarque au journal El Pais, 7/4/2003.

« voie » en dépendant de leur système socio-économique. Et, en dépit du rythme de modernisation, l'éducation, bien qu'institutionnalisée, ne constitue plus un symbole de la société moderne. Une société marquée par l'empreinte d'un système profondément inégalitaire et excluant ne saurait produire un mode d'éducation juste. Aussi étrange que cela puisse paraître, le modèle de développement adopté par le Brésil, avec ses objectifs, ses mécanismes, n'a pas contribué objectivement à mettre l'éducation au centre d'un projet sociétal. Le modèle de développement s'est fait sans que le système éducatif s'en préoccupe en tant que tel. Ce modèle tendait à répondre à une demande, liée à une logique de « croissance » et visait à former une « élite », des « têtes bien pleines ». Cette dernière prenait la voie de l'enseignement général, fondamentalement réservé à une catégorie sociale d'hommes « bien nés ». Alors que la voie professionnelle était celle des « praticiens », c'est-à-dire, des techniciens aptes à des applications déterminées d'un modèle industriel mécaniste, une main-d'œuvre peu qualifiée pour des tâches répétitives et parcellaires.

Aujourd'hui le Brésil, avec l'économie d'un pays « développé », tendrait à reproduire un modèle d'éducation digne d'un pays pauvre. Avec 30 % de la population analphabète, soit 20 millions personnes, le Brésil, comme l'affirme son Ministre de l'Éducation, n'a pas encore réussi à abolir l'autre forme d'esclavage : l'analphabétisme. Plus qu'un symbole, l'abolition de cette autre forme d'esclavage relève d'une valeur d'une société à la recherche de nouvelles finalités en particulier, une « révolution dans l'enseignement » afin de rendre la dignité aux hommes. C'est dans ce sens là que l'éducation apparaît comme un facteur de changement social.

Vue comme un besoin social, l'éducation peut être un levier formidable de changement social, à conditions de promouvoir une éducation citoyenne avec pour visée une démocratie cognitive ; cette éducation n'a évidemment de sens que si cela commence fort tôt. De même, l'essentiel dans cette « révolution dans l'enseignement » serait de montrer comment les connaissances peuvent s'articuler. Articulation qui devra se faire autour d'une pensée organisationnelle, pensée dans laquelle la connaissance n'est pas une accumulation de choses comme dans les dictionnaires, mais dans laquelle les savoirs essentiels sont liés.

Si ces conditions fondamentales sont prises en compte, la question demeure de savoir si le projet éducatif consigné par les autorités brésiliennes est capable de réformer, dans le sens de réforme de la pensée, et apte à agir sur la société. En d'autres termes, nous défendons la thèse selon laquelle les transmissions de connaissances acquises dans un nouveau système éducatif seraient l'instrument essentiel pour une « politique de civilisation. » Il faut essayer d'ouvrir une autre alternative au modèle civilisationnel dans lequel certains veulent nous enfermer. Aujourd'hui la politique doit se préoccuper de la civilisation.

Alors que dans les pays industrialisés, l'éducation semble être atomisée par une crise des contenus et des identités et traumatisée par un modèle de développement socio-économique de plus en plus compétitif et excluant, dans les pays encore « en voie de développement », l'effort éducatif engagé dans les années soixante, soixante-dix est aujourd'hui en panne. L'éducation n'est plus le symbole de la société en développement. Pourquoi en est-on arrivé là ?

### **Diagnostic d'un modèle éducatif « en panne »**

Si l'on se borne à faire un rapide diagnostic de la situation de l'éducation au Brésil quelques aspects mériteraient d'être soulignés :

- Le modèle éducatif est relativement peu adapté à la réalité socioculturelle par son contenu (l'identité multiculturelle qui caractérise le Brésil, société métisse et plurielle - n'est pas ou n'est guère – objet d'enseignement), la formation générale n'offre pas une réelle égalité des chances, quand, par exemple, on fréquente un établissement privé ou un établissement public.
- Sa structure est particulièrement précaire – les chiffres sont révélateurs : il y a 3,7 millions d'enfants entre 4 ans et 10 ans ; un demi-million entre 11 ans et 14 ans ; 2,7 millions d'adolescents entre 14 ans et 17 ans qui sont totalement exclus du système éducatif. On compte plus de 73 % de jeunes brésiliens qui n'ont pas accès à une école pour pouvoir poursuivre leurs études au niveau secondaire. A cela viennent s'ajouter 185 000 lycées publics qui ne sont pas dignes de s'appeler lycée.
- Leurs méthodes (pédagogiques) manquent d'une réelle créativité ; cruel constat pour un pays reconnu pour avoir eu des grands penseurs humanistes inventeur d'une pédagogie de l'émancipation : le pédagogue Paulo Freire et l'anthropologue Darcy Ribeiro.

Le taux de scolarisation et de formation demeurent faibles par rapport à l'évolution démographique du pays : comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la scolarisation au niveau du primaire et du secondaire est inachevée.

- Le système éducatif se caractérise aussi par une très grande disparité au niveau régional, les inégalités sont notoires entre les régions du Sud et celles du Nord Nord-Est. Dans ce contexte, comment parler d'efficacité de l'enseignement pour ces deux dernières régions, tant les résultats en termes de facteurs d'intégration sociale apparaissent relativement faibles. De plus, on observe une disparité entre les sexes, les races, voire entre les catégories socioprofessionnelles, entraînant des hétérogénéités dans les niveaux de formation et /ou de scolarisation.

On a assisté tout récemment, sur fond de polémique, à un projet autour de l'instauration (dans l'Etat de Rio de Janeiro) de quotas de type raciaux pour faciliter l'accès des jeunes noirs à l'enseignement supérieur. Il est vrai que le Brésil peut être fier d'être représenté dans le monde du football par des génies du ballon rond dont la plupart sont « de couleurs ». Hélas, on ne peut guère constater la même chose dans le domaine professionnel et/ou scientifique où les noirs sont quasi inexistant.

L'université brésilienne est le reflet de ces contradictions : 30 % des étudiants de premier cycle universitaire n'achètent pas un livre. Selon les principales maisons d'édition, les 4 plus grandes institutions universitaires de l'Etat de Sao Paulo (l'Etat le plus riche du Brésil), là où se forme une bonne partie de l'élite brésilienne, sont celles où se pratiquent le plus grand nombre des photocopies de livres et de manuels universitaires. La démission du service public en matière d'enseignement supérieur est notable, car aujourd'hui 70 % des inscriptions aux universités brésiennes se réalisent dans les universités privées. Il n'y a qu'un tiers des étudiants qui sont accueillis par le service public. Comble de la contradiction, Sao Paulo, la capitale économique du Brésil, ne possède pas d'université publique (fédérale).

De ce rapide diagnostic, on retiendra que sur fond de perte de finalités, de crises de valeurs, de maux sociaux, d'une mondialisation /globalisation de la connaissance, les systèmes éducatifs, et plus particulièrement celui du Brésil, sont inaptes à assumer des fonctions devenant de plus en plus complexes, phénomène aggravé par l'absence d'une politique de civilisation. A l'évidence, plus que jamais les « sociétés futures et l'homme nouveau ne se formeront pas sans qu'ait été fondamentalement repensée l'éducation »<sup>2</sup> en terme de réforme de pensée.

### **Pour une éducation permanente et/ou une formation continue :**

Dans les défis que le Ministre de l'Education s'est lancé, l'éducation permanente et/ou la formation continue plus qu'une obligation devra être un droit. On tient à préciser d'emblée que, par éducation permanente et /ou formation continue, nous entendons le droit de toute personne d'accroître ses connaissances tout au long de son existence. Il ne s'agit ni d'un « investissement intellectuel » ni d'une « consommation de savoir » source de satisfactions individuelles et de réalisation. Dans les perspectives d'une réforme profonde du système éducatif, nous considérons qu'il est fondamental d'offrir des possibilités de formation à tous ceux qui en font la demande, en un lieu quelconque et à un moment de leur vie. Plus

---

<sup>2</sup> Education et Politique, Jacques Ardoino, Paris Anthropos, 1999, note de lecture, Analyses. Pratiques de formation, page 108.

particulièrement, ceci s'adresse à la formation des enseignants et à la très grande masse des adultes qui bénéficieront d'une alphabétisation.

Cette formation continue en tant que processus de changement impliquerait une réflexion sur les concepts et/ou méthodes à adopter : cycle d'étude dans un champ inter/transdisciplinaire, enseignement fondé sur l'observation, la pratique et la production, etc.

La pédagogie engendrée sur les bases d'une relation d'exigence et de qualité non seulement s'imposera dans les rapports entre enseignants et apprenants, entre chercheurs et candidats-chercheurs mais aussi dans les rapports de pouvoir, entre gouvernants et gouvernés. C'est par cette qualité que l'épanouissement des individus, dans leurs rapports à la société, au monde et à la vie, sera véritable.

C'est ainsi que par son rôle de diffusion de la culture et du savoir, l'Université est au cœur, non seulement de la recherche, mais aussi de la volonté permanente de l'intelligibilité. Nous savons que les deux problématiques : celle de l'interprétation du monde et celle de sa transformation sont solidaires. Nous savons aussi que si la transformation du monde se présente comme l'affaire de tous, la maîtrise de cette transformation reste encore un domaine réservé à une minorité.

Le savoir et la connaissance scientifique sont dépositaires d'un pouvoir qui n'est ni neutre, ni objectif. Il agit pour ou contre la vie et le bien-être !

L'Université et les universitaires ont la responsabilité éthique et citoyenne de l'œuvre scientifique et technique.

### **L'avenir de la réforme et l'avenir d'une illusion ?**

L'Université régénère un héritage culturel de savoirs, d'idées, de valeurs et c'est précisément ce processus qui est actuellement en crise.

Le constat que l'on pourrait faire aujourd'hui c'est que l'université traverse une crise multiple. Premièrement, il y a la crise objective, qui hélas n'est pas très bien perçue dans les consciences, à savoir l'antinomie entre le caractère fragmentaire et compartimenté des savoirs et le caractère transversal, global, multidimensionnel des réalités, des problèmes. Deuxièmement, il y a une crise qui est liée à l'accroissement exponentiel du processus informationnel dans tous les domaines (essentiellement touchant aujourd'hui plus particulièrement les sciences) et à l'incapacité d'organiser cette information. Enfin, la troisième crise relève d'un phénomène récent de massification compte tenu de l'accroissement du nombre d'étudiants à la recherche d'un diplôme. Ce phénomène est diversement vécu, selon les contextes nationaux. Il exige non seulement plus d'enseignants, mais principalement

une vraie nécessité de réorganisation générale de l'institution universitaire. De plus, la massification s'accompagne de l'abandon politique des pouvoirs publics du rôle universel : « offrir une éducation à tous ». Le pouvoir public délaisse cette mission au secteur privé à travers les « marchand de l'éducation ».

Ces trois crises sont liées. Et quiconque imaginerait que l'issue de la crise se trouverait dans les lois providentielles du calcul économique – via les grands conglomérats américains de l'université « virtuelle » - , n'a qu'une connaissance fragmentaire du problème. En d'autres termes, la connaissance unidimensionnelle d'un problème, atrophie la compréhension, la réflexion et la vision à long terme. Aujourd'hui, il est urgent de reformuler la mission sociale de l'université, c'est une question clef, sinon nous risquons de faire que l'université, contrairement à sa mission, devienne aussi une « machine à fabriquer de l'exclusion ».

Enfin, l'accent devra être mis sur la nécessité de rétablir la fonction et les valeurs que l'Université doit transmettre. La réforme ne doit pas être pensée pour résoudre des problèmes spécifiques, sinon elle se transforme en réforme administrative et bureaucratique. En d'autres termes, la question qui est posée ici, est la nécessité de la part de l'université de se dépasser pour se retrouver. Il faut dès lors problématiser l'organisation de l'institution universitaire, car nous le savons, la réforme ne partira pas de zéro.

Enfin, cette réflexion tente de faire ressortir des éléments qui nous paraissent clés, par rapport aux projets de réforme de l'université préconisés par les autorités brésiliennes, pour lesquels l'Observatoire de la Réforme des Universités (ORUS) est aujourd'hui engagé au niveau de la gestion et de la coopération.